

Liste n°3

1-Anthony Bisch

2-Geneviève Machicote

AVEC VOUS,

pour l'Union des Français de Belgique

Liste associative franco-belge soutenue

par l'Alliance officielle de la Droite, du Centre et des Indépendants



Chères Françaises, Chers Français,

Depuis 2021, vous nous faites confiance. Nous agissons pour défendre vos droits et faire entendre votre voix.

Nos résultats concrets : refus de l'impôt sur la nationalité, meilleur accès au consulat, création d'un fonds d'urgence...

*Aujourd'hui, il faut aller plus loin : **services consulaires plus accessibles hors Bruxelles**, défense du pouvoir d'achat, vie des transfrontaliers simplifiée, faciliter l'accès aux lycées français, améliorer l'accompagnement du handicap.*

Installés en Belgique depuis plus de 20 ans, nous vivons les mêmes réalités que vous, nous avons les mêmes attentes.

Notre équipe, issue de la société civile et du monde associatif, agit déjà avec vous et sur le terrain.

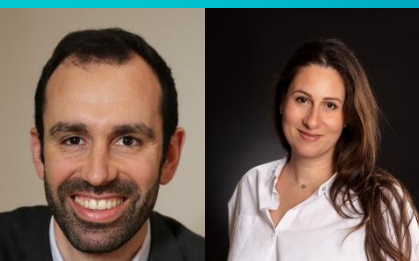
*Une alliance claire, de la droite, du centre et des indépendants, pour un seul objectif : **vous représenter efficacement.***

*Le jour du vote, ne laissez pas les autres décider à votre place. Votez. Faites voter. Chaque voix compte. **Choisir notre liste, c'est choisir : l'efficacité, la proximité, l'engagement.***



Bien sincèrement

Anthony Bisch et Geneviève Machicote



3 - Jean du CHAFFAUT



4 - Lauriane MERCHIN



5 - Joseph MEAUX



6 - Adèle GUYOT



7 - Frédéric MELON



8 - Isabelle RESPLENDINO



9 - Sébastien VERVA



10 - Hélène SION



Nos 13 priorités

- 1- Lutte contre l'impôt sur la nationalité qui crée une double imposition pour les Français de Belgique.
- 2- Résidence d'attache en France: exonérer de la taxe d'habitation les Français de Belgique.
- 3- Moratoire sur les augmentations des frais de scolarité au Lycée français Jean Monnet (désengagement de l'Etat).
- 4- Favoriser l'inclusion des élèves neuroatypiques (TDA, dys, HPI) dans l'enseignement.
- 5- Protéger les Français de Belgique de la délinquance en améliorant la coopération transfrontalière franco-belge et l'accompagnement des victimes.
- 6- Accompagner les femmes et les enfants en situation de violences au travers d'une information claire sur les dispositifs d'aide.
- 7- Adoption d'un accord bilatéral France-Belgique permettant le télétravail 2 jours par semaine, pour garantir que les télétravailleurs soient imposés dans le pays où se trouve leur employeur.
- 8-Suspension des moratoires pour les personnes en situation de handicap et accès réel à leurs droits de citoyens.
- 9- Mieux accompagner les Françaises et les Français dans les Institutions européennes (préparation aux concours EPSO, accompagnement de carrière, écoles européennes...)
- 10- Supprimer le délai de carence de 3 mois de la sécurité sociale lors du retour en France des Français de Belgique.
- 11- Stopper les suspensions automatiques des retraites.
- 12- Soutien pour l'accès au crédit pour les entreprises de Français à l'étranger, ces entreprises sont des passerelles entre nos pays et promeuvent les exportations françaises.
- 13- Simplification de la reconnaissance des diplômes, afin que la mobilité des étudiants et des travailleurs soit facilitée.

Nos soutiens politiques

**Président du
Sénat**



Gérard Larcher

**Ancien Premier
Ministre**



**Député, Ancien
commissaire européen
Michel Barnier**

Président des LR



**Sénateur
Bruno Retailleau**

**Vice-Président
du PPE**



**Chef de la délégation
française au PPE
François-Xavier Bellamy**

Les Présidents de Région et de Collectivité



**Île-de-France
Valérie Pécresse**



**Haut-de-France
Xavier Bertrand**



**Président de la Collectivité
européenne d'Alsace
Frédéric Bierry**



**Auvergne-Rhône-Alpes
Fabrice Pannekoucke**

Les Députés européens



Céline Imart



Christophe Gomart



Isabelle Le Callennec



Nadine Morano

Nos Sénateurs des Français de l'Étranger



Christophe-André Frassa



Ronan Le Gleut

1-Défendre le pouvoir d'achat et refuser les injustices fiscales

« Être Français en Belgique ne devrait jamais être une pénalité fiscale ou financière »

Notre combat : Nous refusons que les Français établis en Belgique soient pénalisés fiscalement ou financièrement. Notre objectif est clair : défendre leur pouvoir d'achat, garantir une fiscalité équitable et mettre fin aux situations injustes.

COMBATTRE TOUTE FISCALITE FONDEE SUR LA NATIONALITE

Combattre toute fiscalité fondée sur la nationalité

« La fiscalité doit rester fondée sur la résidence ou la source du revenu, jamais sur la nationalité »

⚠ **Constat :** Aujourd'hui il n'existe pas de fiscalité fondée sur la nationalité, mais certains partis politiques s'y déclarent favorables et poussent à l'adoption de ce principe.

LFI dépose chaque année un amendement pour un impôt sur la nationalité. Pour le budget 2026 LFI, le RN, les Ecologistes ont voté main dans la main cet amendement, les Socialistes se sont abstenus. Grâce à notre mobilisation cet amendement n'est pas passé à une voix près. Un impôt sur la nationalité est une fiscalité injuste, une double imposition pour les Français de Belgique.

🎯 **Objectif politique:** Aucune fiscalité basée sur la nationalité

✅ Propositions concrètes

✔ Porter une position officielle transpartisane contre toute fiscalité basée sur la nationalité

✔ Inscrire dans la loi fiscale française le principe de non-imposition basée sur la nationalité

✔ Exiger une évaluation systématique des impacts sur les Français de l'étranger avant toute réforme fiscale

La résidence d'attache en France : une résidence principale sur le territoire national

« Posséder un bien en France, c'est garder son lien avec un territoire et avec sa famille, cela ne doit pas être une pénalité. »

⚠ Constat: Les Français de Belgique propriétaires d'un bien en France subissent une fiscalité souvent plus lourde (taxation minimale, plus-value, fiscalité locale).

🔄 Objectif politique : Reconnaître le lien d'attache avec la France au travers de la résidence avec la mise en place d'une fiscalité stable, juste et prévisible- proposition de loi déposée par le Sénateur Ronan Le Gleut.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Création d'un statut fiscal de « résidence d'attache » pour un bien immobilier possédé en France
- ✔ Suppression de la taxe d'habitation et de la plus-value en cas de vente du bien

Fonctionnaires détachés : Protéger le pouvoir d'achat

« À travail équivalent, perte de pouvoir d'achat inacceptable. »

⚠ Constat : En Belgique, les salaires sont indexés automatiquement sur l'inflation. Or les fonctionnaires français détachés ne bénéficient pas de cette indexation et perdent en pouvoir d'achat. Cela implique aussi une perte d'attractivité pour les postes à pourvoir

🔄 Objectif politique : Un fonctionnaire détaché ne doit pas être victime d'un décrochage de son niveau de vie en raison de la situation locale. Il faut maintenir l'attractivité des postes en Belgique

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Mettre en place un mécanisme d'ajustement au coût de la vie au travers d'un coefficient d'ajustement local indexé basé sur des indicateurs objectifs (inflation, panier de consommation)
- ✔ Revaloriser les indemnités de résidence pour la Belgique (coût du logement, de l'énergie...)
- ✔ Améliorer la transparence et le suivi avec la publication annuelle d'un rapport sur le pouvoir d'achat des agents à l'étranger avec une comparaison avec les salaires locaux pour un poste équivalent
- ✔ Renforcer l'attractivité des postes en intégrant ces éléments dans les politiques RH et par une communication claire sur les conditions de rémunération

Fonctionnaires franco-belges : Imposition en France

« Servir l'Etat Français ne doit jamais conduire à une pénalisation fiscale. »

⚠ Constat : le gouvernement n'a pas su mener à son terme la révision de la convention fiscale franco-belge.

Les fonctionnaires franco-belges ayant travaillé en France ou travaillant en France et résidant en Belgique, ont subi une double imposition suite à un arrêt de la Cour de Cassation belge en 2020. L'administration fiscale française a effectué des remboursements, avec [Frederic Melon engagé aux côtés des non-résidents et pour les droits des transfrontaliers et des navetteurs](#), nous avons travaillé à une question écrite au gouvernement soumise par le Sénateur Ronan Le Gleut pour connaître l'avancement des remboursements par l'administration fiscale française aux fonctionnaires et retraités franco-belges.

🎯 Objectif politique : Ratifier la convention fiscale franco-belge sans délai et adopter une application cohérente de la convention fiscale.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✓ Adopter et ratifier la Convention fiscale franco-belge
- ✓ Publier un guide clair sur la doctrine fiscale franco-belge pour les agents publics binationaux
- ✓ Création d'un guide spécifique pour les agents publics et binationaux
- ✓ Mettre en place un référent fiscal franco-belge pour les fonctionnaires concernés
- ✓ Créer un mécanisme de médiation rapide en cas de litige
- ✓ Mieux accompagner les agents concernés par une information claire et simulation fiscale systématique avant détachement ou mobilité

STOP À L'EXPLOSION DES FRAIS DU LYCÉE FRANÇAIS

« L'éducation et l'accès à l'école publique sont une responsabilité de l'Etat, pas une charge pour les familles Nous refusons que les familles financent à elles seules le fonctionnement du réseau scolaire français à l'étranger. »

⚠ Constat : Aujourd'hui, les familles font face à une hausse continue des frais de scolarité, un désengagement progressif de l'État et désormais le transfert d'une partie du financement des pensions de retraite des enseignants vers les familles. Cela impacte directement les frais de scolarité avec une hausse répartie sur trois ans ainsi que l'attractivité du lycée français.

🎯 Objectif politique : Gel immédiat des hausses de frais de scolarité pour garantir un accès réel à l'enseignement français en rétablissant la responsabilité de l'Etat

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✓ Instaurer un moratoire immédiat sur l'augmentation des frais de scolarité
- ✓ Refuser tout transfert de charges structurelles vers les familles
- ✓ Réaffirmer la prise en charge par l'Etat du financement des pensions

Les étudiants français : Mieux informer et sécuriser le financement des études

« Étudier en Belgique ne doit pas rimer avec mauvaises surprises financières. »

⚠ Constat - De nombreux étudiants arrivent en Belgique avec des attentes basées sur le système français (APL, aides sociales...).

🎯 Objectif politique – Il faut que les étudiants puissent bénéficier d'une information claire avant leur arrivée en Belgique avec une bonne compréhension des aides réellement disponibles pour anticiper les coûts réels de leurs études et sécuriser leur parcours.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✓ Informer en amont par la création d'un guide clair sur le financement des études en Belgique pour éviter les malentendus (information transparente sur les coûts de logement, de vie et d'études)
- ✓ Présenter les aides existantes en Belgique et le cadre juridique applicable aux jobs étudiants
- ✓ Informer sur les conditions d'attribution des bourses CROUS et sur le calendrier des démarches (dossier social étudiant)
- ✓ Faciliter l'articulation et le cumul des aides françaises et belges

2-Droits et protection Délinquance transfrontalière

⚠ Constat : Dans certaines zones frontalières, la délinquance profite de la mobilité entre la France et la Belgique. Cela crée un sentiment d'impunité pour les délinquants et d'insécurité pour les habitants des zones concernés.

🎯 Objectif politique : Nous voulons renforcer l'efficacité de la coopération entre la France et la Belgique

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✓ Renforcer les patrouilles mixtes franco-belges dans les zones frontalières sensibles
- ✓ Améliorer le suivi des victimes et la coopération judiciaire entre France et Belgique

Protéger les femmes et les enfants contre les violences

« Aucune femme, aucun enfant ne doit rester seul face à la violence. »

⚠ Constat : Les situations de violences existent et touchent les Françaises et les enfants. (violences conjugales, intrafamiliales...). Dans la réalité, les démarches sont souvent complexes, les dispositifs mal identifiés et les victimes peuvent hésiter ou renoncer faute d'accompagnement. Trop de situations restent sans réponse rapide

🎯 Objectif politique : Garantir une information facilement accessible et un accompagnement humain pour permettre une orientation claire vers les bons services

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✓ Fournir une information claire et accessible sur les dispositifs d'aide en Belgique (police, centres spécialisés, associations...)
- ✓ Création d'un point de contact spécifique pour les femmes françaises en difficulté auprès du consulat avec un interlocuteur identifié. Accès simple par téléphone, email ou lors d'une permanence
- ✓ Accompagner des victimes dans les démarches administratives et juridiques en coordination avec les services belges et les associations locales

Handicap et situations de vulnérabilité

« L'égalité des droits ne s'arrête pas à la frontière. »

⚠ Constat : Les Français en situation de handicap en Belgique font face à des difficultés de reconnaissance administrative entre la France et la Belgique des démarches complexes et parfois décourageantes, un manque de lisibilité des droits et des dispositifs des inégalités d'accès aux structures et aux aides des familles souvent livrées à elles-mêmes

🎯 Objectif politique : Garantir aux Français en situation de handicap en Belgique un accès réel à leurs droits, un accompagnement concret et des solutions adaptées. Le handicap ne doit jamais devenir un facteur d'isolement ou de perte de droits. La suspension des moratoires qui empêchent la prise en charge des personnes en situation de handicap en Belgique alors qu'il n'existe pas d'accompagnement équivalent en France.

Avec [Isabelle Resplendino](#), nous avons participé à la rédaction d'une [question écrite au gouvernement soumise par le Sénateur Ronan Le Gleut, sur le vieillissement des Français en situation de handicap en Belgique.](#)

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ La suspension des moratoires des places pour les adultes et enfants français en situation de handicap en Belgique tant que des solutions équivalentes ne seront pas créées en France. La mise en place d'un cadre d'échange de bonnes pratiques et de formations.
- ✔ L'adoption d'un accord transfrontalier franco-belge sur le handicap en collaboration avec les partenaires locaux et associatifs (l'accord actuel étant franco-wallon et n'étant pas transfrontalier).
- ✔ L'adoption d'un accord entre la France et la Fédération Wallonie-Bruxelles pour l'enseignement aux élèves à besoins spécifiques, et faciliter leur inclusion dans les établissements belges et français par cette coopération.
- ✔ La nomination d'un référent consulaire pour orienter les Français en situation de handicap auprès des administrations belges concernées pour pouvoir les épauler dans leurs dossiers.
- ✔ Le rétablissement de tournées consulaires pour les papiers d'identité pour les personnes ne pouvant se déplacer en raison du handicap/de l'âge.
- ✔ La création d'un statut légal pour les Français hébergés en établissements belges qui ne peuvent pas être inscrits au consulat : statut à part, leur permettant d'être reconnus comme étant en Belgique tout en conservant les avantages sociaux français comme :
 - l'allocation adulte handicapé
 - le financement de leur place en institution,
 - le droit aux remboursements des soins hors institution et médicaments
 - la reconnaissance de leur droit de vote.
- ✔ La fluidité des démarches administratives avec une facilitation de ces démarches envers les organismes concernés à différents niveaux (MDPH, départements, CAF, CPAM, ARS...) : pour remédier aux :
 - refus d'orientation,
 - refus de financement,
 - refus des transports,
 - lenteurs des dossiers.
- ✔ Pour assurer la qualité du séjour et des soins de nos compatriotes dans les établissements belges, nous demandons que le financement du prix de journée soit au moins égal à celui des établissements français. Il est actuellement de 20% de moins, pour une population plus sévèrement touchée, des frais salariaux et une inflation plus importante.

Protéger les retraités français en Belgique

« Une retraite doit être un droit garanti, pas une source d'inquiétude. »

⚠ Constat : La situation a évolué positivement pour les certificats de vie et des améliorations réelles ont été mises en place (dématérialisation, échanges automatiques, simplification partielle). Néanmoins il subsiste des inégalités entre les régimes de retraite, des dysfonctionnements dans la transmission des informations des cas de suspension de pension par erreur.

🎯 Objectif politique : Garantir zéro suspension injustifiée de pension, des démarches totalement simplifiées ainsi qu'un système fiable et lisible.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Généralisation complète du certificat de vie automatique et échanges automatiques avec les communes belges
- ✔ Zéro suspension de pension sans alerte et délai de régularisation
- ✔ Accompagnement personnalisé des personnes non connectées

3-Un choc de simplification administrative Soutien à l'Entreprenariat

« Entreprendre et investir doit être un projet, pas un parcours administratif. »

⚠ Constat : Les entrepreneurs français en Belgique font face à des règles complexes entre les deux pays et ont très difficilement accès au crédit pour investir en France

🎯 Objectif politique: Garantir un environnement plus simple et un accès à un financement en France.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Accès au financement par les banques pour les EFE qui souhaitent investir en France
- ✔ Renforcer la visibilité et soutenir l'action des acteurs locaux (Chambre de Commerce et d'Industrie, French Tech, Conseillers du commerce extérieur...)
- ✔ Valoriser le label « entreprises des Français à l'étranger » (EFE)
- ✔ Accompagner les entreprises françaises sur les enjeux de cyber-sécurité

Les services consulaires

« L'accès aux démarches administratives doit être simple, accessible et proche de vous. »

⚠ Constat : Depuis 2021, la prise de rendez-vous au consulat s'est largement améliorée et rend les démarches plus fluides. Mais des difficultés persistent : complexité des démarches, fracture numérique et éloignement des services pour les Français vivant en province.

🎯 Objectif politique - Chaque administré doit avoir accès à des démarches administratives facilitées, et un contact humain pour assister les personnes en difficulté avec le numérique.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Clarifier chaque démarche administrative : simplification des étapes, vocabulaire accessible, possibilité de prendre rendez-vous en distanciel
- ✔ Organiser des permanences consulaires régulières en dehors de Bruxelles
- ✔ Maintenir un accompagnement pour les personnes en difficulté avec le numérique, notamment lors des permanences dédiées

Simplifier la reconnaissance des diplômes

« Les parcours universitaires entre la France et la Belgique doivent être fluides, pas administratifs. »

⚠ Constat : Malgré les cadres européens, la reconnaissance des diplômes entre la France et la Belgique reste parfois complexe. Les procédures sont longues et nécessitent des démarches répétées.

🎯 Objectif politique : garantir une reconnaissance plus rapide et plus lisible au travers de démarches simplifiées et d'une meilleure coordination entre la France et la Belgique

✓ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✓ Simplifier les démarches de reconnaissance
- ✓ Adhérer ou au moins s'inspirer de la Convention Benelux de reconnaissance automatique des diplômes
- ✓ Création de guides pratiques sur les procédures de reconnaissance avec une orientation vers les bons services et un descriptif détaillé des démarches à suivre pour ne pas perdre de temps
- ✓ Améliorer la coordination entre les administrations française et belge

4-Faciliter la vie des Transfrontaliers

« On ne peut pas demander aux Français de contribuer sans leur permettre de bénéficier des mêmes droits. »

⚠ Constat : Les Français résidant en Belgique restent soumis à certaines obligations fiscales en France mais dans le même temps l'accès aux crédits et réductions d'impôt est limité ou conditionné et certaines déductions ne sont pas accessibles

🎯 Objectif politique : Garantir une fiscalité plus équitable, lisible et adaptée aux Français de Belgique, en permettant un accès réel aux dispositifs fiscaux et en corrigeant les situations de désavantage.

✓ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✓ Permettre aux non-résidents imposés en France d'accéder aux crédits et réductions d'impôt pour aligner droits et obligations
- ✓ Mise en œuvre du régime dit Schumacker en permettant son activation directement via la déclaration de revenus
- ✓ Mettre fin aux exclusions injustifiées liées au statut de non-résident
- ✓ Assurer une égalité de traitement entre contribuables pour éviter de pénaliser les non-résidents
- ✓ Finaliser et rendre accessible le simulateur d'impôt pour permettre une fiscalité plus lisible

Télétravail transfrontalier : en finir avec la complexité

« Le télétravail ne doit plus être un risque administratif ou fiscal. »

⚠ Constat : Aujourd'hui, une personne qui travaille pour un employeur établi en France peut effectuer jusqu'à 49.9% de ce télétravail depuis son lieu de résidence en Belgique sans changer de régime social. C'est une avancée, mais le système reste incomplet et trop complexe. Il faut aussi adapter les règles fiscales sur le télétravail.

🎯 Objectif politique : Question écrite au gouvernement avec Frédéric Melon et les administrateurs des non-résidents sur le télétravail, soumise par le Sénateur Ronan Le Gleut.

✓ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✓ Aucun changement de lieu d'imposition jusqu'à 2 jours de télétravail par semaine
- ✓ Faciliter la démonstration de la preuve en cas de contrôle fiscal
- ✓ Améliorer la coordination entre fiscalité et sécurité sociale pour éviter les incohérences
- ✓ Associer les travailleurs transfrontaliers aux évolutions des règles pour une meilleure prise en compte des réalités du terrain

Chômage transfrontalier : garantir la continuité des droits

« Perdre son emploi ne doit jamais signifier perdre ses droits à cause de la frontière. »

⚠ Constat : Les travailleurs transfrontaliers font face à des règles complexes et incohérentes. Les droits au chômage sont ouverts dans un pays mais évalués selon les règles d'un autre. Les démarches restent longues et peuvent conduire à des retards de paiement ou des pertes temporaires de droits.

🎯 Objectif politique

Garantir que les travailleurs transfrontaliers ne soient pas pénalisés par les différences entre systèmes, en sécurisant leurs droits et en corrigeant les situations les plus injustes.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Permettre à l'assuré de choisir le pays dans lequel il exercera ses droits au chômage.
- ✔ Simplifier les démarches pour garantir un accès rapide aux droits sans retard de paiement de l'allocation
- ✔ Corriger les incohérences entre les systèmes, notamment pour les ruptures conventionnelles de contrat
- ✔ Ouvrir la réflexion sur une meilleure prise en charge des allocations chômages par le pays dans lequel le travailleur a cotisé

Allocations familiales de familles transfrontalières

« Élever ses enfants ne doit pas devenir un casse-tête administratif à cause de la frontière. »

⚠ Constat : Les familles transfrontalières entre la France et la Belgique font face à des règles complexes. Les allocations dépendent du pays d'activité et du pays de résidence.

🎯 Objectif politique

Garantir des règles d'accès aux allocations familiales plus claires, mieux coordonnées entre la France et la Belgique, et adaptées aux réalités des familles transfrontalières, en associant les publics concernés.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Possibilité d'envoi dématérialisée des justificatifs pour bénéficier de ses droits
- ✔ Créer un guide clair et complet des droits ouverts aux familles
- ✔ Mettre en place un guichet unique franco-belge pour informer sur les démarches et réduire les procédures redondantes
- ✔ Améliorer les échanges d'informations entre administrations pour faciliter la vie des familles

5-Lien avec La France Accès à l'enseignement français

« Chaque famille doit pouvoir choisir l'enseignement français pour ses enfants, sans que le coût ne soit un obstacle. »

⚠ Constat: Les établissements d'enseignement français en Belgique jouent un rôle essentiel non permettant de conserver le lien avec la France

🎯 Objectif politique : Garantir un accès plus équitable à l'enseignement français en Belgique Avec [Lauriane Merchin](#), nous avons participé à la rédaction d'une [question écrite au gouvernement](#) soumise par le Sénateur Ronan Le Gleut, sur l'inclusion.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Revoir les critères des bourses pour permettre à plus de familles d'en bénéficier
- ✔ Renforcer l'attractivité du lycée français pour augmenter le nombre d'élèves surtout en primaire
- ✔ Rendre l'école plus inclusive
- ✔ Assurer une meilleure prise en charge des AESH et garantir un remboursement régulier aux parents

Supprimer le délai de carence lors du retour en France

« Revenir en France ne doit jamais devenir un obstacle administratif ou social. »

⚠ **Constat:** Le retour en France est synonyme d'un délai de carence de trois mois avant d'accéder à la protection sociale et à parcours du combattant administratif

🎯 **Objectif politique :**

Garantir un retour en France simple, accompagné et sécurisé, en assurant la continuité des droits sociaux et en supprimant les situations de rupture.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Supprimer le délai de carence de 3 mois pour l'accès aux droits essentiels
- ✔ Garantir une continuité des droits lors du retour en France
- ✔ Centraliser les informations nécessaires et créer un parcours clair pour accompagner les Français de retour

Journée Défense et Citoyenneté (JDC): rétablir un lien essentiel avec la République

« Être Français, même à l'étranger, c'est rester pleinement citoyen. »

⚠ **Constat** La Journée Défense et Citoyenneté (JDC) est une journée obligatoire pour les jeunes de 16 à 25 ans qui permet de rappeler à chacun que notre liberté a un prix. Or la JDC n'est plus organisée en Belgique. Le consulat peut uniquement délivrer une attestation provisoire de report qui ne vaut pas exemption une fois revenu sur le territoire national

🎯 **Objectif politique :**

Rétablir une JDC accessible, concrète et adaptée aux Français de l'étranger, afin de renforcer le lien avec la citoyenneté et la République.

Anthony Bisch, Conseiller des Français de l'étranger a participé à la préparation d'une [question orale au gouvernement](#) présentée par le Sénateur Ronan Le Gleut, sur l'organisation de la JDC pour les Français de l'étranger.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Organiser une JDC en Belgique
- ✔ Favoriser la participation des Français de la zone frontalière aux JDC en France (ex: Lille)
- ✔ Clarifier les obligations liées à la JDC

Français en Flandre : garantir l'accès à la langue et à la culture françaises

« Vivre en Flandre ne doit jamais signifier s'éloigner de la langue et de la culture françaises. »

⚠ **Constat** - En Flandre, les Français vivent dans un environnement majoritairement néerlandophone avec un accès limité à l'enseignement et à une offre culturelle en français.

🎯 **Objectif politique :** Garantir un accès durable et accessible à la langue et à la culture françaises en Flandre, en s'appuyant sur les réseaux existants et en accompagnant les familles.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✔ Appuyer le développement du lycée français d'Anvers
- ✔ Soutenir et développer les réseaux FLAM
- ✔ Renforcer l'offre culturelle au travers des Alliances françaises et des associations
- ✔ Faciliter l'accès à des ressources éducatives et des outils numériques pour l'apprentissage du français

Mieux accompagner les Français dans les institutions européennes

« Les Français engagés dans les institutions et les agences européennes doivent être mieux reconnus, mieux accompagnés et mieux soutenus dans leur parcours. »

⚠ Constat

Beaucoup de Françaises et Français travaillant pour l'Union européenne ont le sentiment d'être peu accompagnés dans leur carrière, leur préparation des concours EPSO, face à leur situation administrative ou fiscale.

🎯 Objectif politique

Mieux accompagner les Français présents ou souhaitant s'engager dans les institutions européennes, en simplifiant leurs parcours et en reconnaissant pleinement leur engagement.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✓ Soutenir la préparation aux concours européens (EPSO) pour faciliter l'accès aux carrières européennes
- ✓ Améliorer l'information et l'accompagnement des Français en poste
- ✓ Promouvoir le multilinguisme et la place du français comme langue de travail
- ✓ Supprimer l'obligation de déclaration fiscale en Belgique pour les fonctionnaires européens sans revenus de source belge
- ✓ Clarifier les règles fiscales applicables
- ✓ Valoriser l'expérience des experts nationaux détachés (END) pour faciliter leur retour et leur évolution de carrière
- ✓ Améliorer les conditions d'accueil et d'accompagnement dans les écoles européennes (surpopulation, infrastructure vieillissante, prise en charge des enfants en situation de TDAH et dys)

Soutenir la vie associative, la solidarité et l'accès à la culture

« Là où il y a des associations, il y a une communauté vivante.
Là où il y a de la culture, il y a un lien fort avec la France. »

⚠ Constat

En Belgique, les associations françaises jouent un rôle essentiel pour créer du lien. Mais aujourd'hui : elles reposent largement sur l'engagement bénévole et manquent. L'accès à la culture française reste inégal, notamment hors des grands centres.

🎯 Objectif politique : Renforcer les associations, soutenir les solidarités et garantir un accès vivant à la culture française pour tous.

✅ PROPOSITIONS CONCRÈTES

- ✓ Accompagner les associations et mieux valoriser leur rôle auprès des Français
- ✓ Soutenir les associations de bienfaisance (OLES)
- ✓ Soutenir les actions de l'Alliance française et encourager les initiatives culturelles locales pour développer l'accès à la culture française
- ✓ Faire vivre le devoir mémoriel et associer les jeunes générations à la transmission
- ✓ Redéfinir les critères du STAFE et simplifier la procédure
- ✓ Permettre l'accès au PASS CULTURE



1 – Anthony BISCH, Woluwé-Saint-Pierre

Conseiller des Français de l'Étranger, Vice-président UFE Belgique, membre consultatif du Conseil d'Établissement du Lycée français, réviseur aux comptes de l'APA (Alsace), ancien administrateur de l'association des parents d'élèves de Woluwe, membre du réseau Alumni -Collège d'Europe.

2 – Geneviève MACHICOTE, Auderghem

Déléguée consulaire, Cheffe d'entreprise (fiscalité), Présidente de l'association UFE Belgique (**Union des Français de l'Étranger**) et Un Nouveau Regard (projet de transfert d'expertise France-Belgique sur le handicap), membre des associations Femmes d'Europe, l'Accueil des Français de Bruxelles, Chantier de l'Éducation, Alumna UCLouvain et de l'ICHEC.



3 – Jean du CHAFFAUT, Ixelles

Conseiller politique au Parlement européen en charge de l'emploi et des affaires sociales, ancien collaborateur parlementaire du Vice-président du groupe PPE, ancien VIE d'un grand groupe français, membre d'un projet d'habitat groupé dans le quartier européen de Bruxelles, ancien chef scout.

4 – Lauriane Merchin, Ixelles

Assistante en Pharmacie, membre du Conseil d'école du lycée français Jean Monnet et déléguée de l'Union des Parents d'Elèves (UPE) en charge des enjeux d'inclusion. Mère de 3 enfants dans le cursus belge et français.



5 – Joseph Meaux, Woluwé-Saint-Lambert

Enseignant de sciences-économiques dans le secondaire en région bruxelloise., Vice-président de Créer pour S'exprimer-Asbl œuvrant à l'aide scolaire des enfants orphelins en Angola. Administrateur d'une société de logement à finalité sociale.

6 – Adèle Guyot, Bruxelles

Conseillère du Ministre-Président de la région Bruxelles-Capitale dans la cellule Affaires internationales, Tourisme et Image de Bruxelles, ancienne élève du Lycée français Jean Monnet, Administratrice de l'ONE et de l'UFE Belgique, **Binationale franco-belge.**



7 – Frédéric Melon, Tournai, Hainaut

Directeur de projet informatique spécialisé dans les solutions d'infrastructures IT et de cloud souverain pour les ETI, les collectivités et les grands comptes, engagé aux côtés des non-résidents et pour les droits des transfrontaliers et des navetteurs.

8 – Isabelle Resplendino, Hornu, Hainaut

Webmestre indépendante et coordinatrice de projets autisme en Wallonie. Maman d'un jeune adulte autiste, responsable dans plusieurs associations du handicap, de l'enfance et de l'enseignement. Elle porte une attention toute particulière aux compatriotes en situation de handicap en Belgique.



9 – Sébastien Verva, Uccle

Vice-président de la Chambre de commerce franco-belgo-luxembourgeoise, avocat associé et responsable du bureau franco-belge d'un grand cabinet d'avocats. Chef de l'unité Sainte Anne.

10 – Hélène Sion, Woluwe-Saint-Lambert

Artiste peintre, cheffe d'entreprise, **Conseillère CPAS-Les Engagés**, **Créatrice de projets humains**.



11 – David Delamarre, Rixensart

Secrétaire du Conseil d'administration de l'association des parents d'élèves de l'école européenne services de Uccle (**APEEE Services**), membre du comité de gestion de la **cantine de EEB1**, membre de l'**association Enfants du Mekong**.

12 – Agnès Sarrazin, Gand

Présidente de l'Association des Français de Gand, membre de l'Alliance Française Oost-Vlaanderen, du Souvenir Français, de l'Entraide Française Gand.



13 – Pierre Ortiz, Uccle

Capitaine de frégate (h), Administrateur retraité de la Commission européenne, **Président des Officiers Français** de Belgique, Président du pôle Bruxelles de l'Union **IHEDN**, vice-président et directeur des études de l'union IHEDN, membre du comité de lecture de l'union IHEDN, représentant de l'Association Soutien à l'Armée Française (**ASAF**) en Belgique, marié, 4 enfants.

14– Eline Chivot Analyste politique à la Commission européenne, spécialiste des enjeux numériques, intervenante et contributrice sur les politiques européennes administratrice de l'UFE Belgique, Française de l'étranger depuis 15 ans, à Bruxelles depuis 8 ans.





15 – Yves d'Audiffret, La Hulpe, Brabant Wallon,

Entrepreneur, il conjugue un ancrage dans les réseaux économiques locaux et un engagement fort. C'est notamment ce qui l'avait poussé à co-fonder Goods to Give (12 millions d'euros de produits redistribués chaque année aux plus démunis), puis à accepter la présidence d'une équipe d'Entrepreneurs et Dirigeants Chrétiens. Il connaît les réalités et les attentes des Français installés en Belgique, et souhaite les représenter avec sérieux et proximité. Marié, 4 enfants.

16– Sonia-Sarah Bakrim,

Consultante senior indépendante, ancienne collaboratrice parlementaire à l'Assemblée nationale, administratrice d'un club de rugby international de Bruxelles et manager d'une des équipes. Membre d'une association de Français évaluant dans les affaires européennes French Net.



17 – Maël Kerbaul, Woluwe-Saint-Pierre

Consultant en gestion du risque dans le domaine bancaire à Bruxelles, Trésorier de l'association des parents d'élèves de l'école du Sacré-Cœur de Stockel. Marié et père de trois enfants.

18 – Emilie de Villeneuve, Ixelles

Secrétaire comptable d'une paroisse bruxelloise, ancienne présidente de l'Aumônerie des familles du Lycée français.



19 – Claude-Edouard Crochet, Bruxelles

Collaborateur parlementaire au Parlement Européen, président de l'Association française des assistants parlementaires du PPE, ancien directeur de cabinet en collectivité territoriale, ancien membre de l'équipe de France jeune d'escrime.

20 – Amira Miled, Saint-Gilles

Avocate au barreau de Bruxelles sur la liste de notoriété du Consulat général de France, administratrice à la Bienfaisance française Bruxelles.





21 – Nicolas Giacometti, Wavre

Fonctionnaire international dans le domaine de la défense, réserviste citoyen.

22 – Valérie Lavrut, Liège

Pédicure médicale spécialisée, artiste peintre cotée, membre de l'Académie des Arts-Sciences et Lettres de Paris. Membre et représentante artistique Belgique des «Arts et Lettres de France», ancienne administratrice de la Bienfaisance de Liège.



23 – Michel Troubetzkoy, Rhode-Saint-Genèse

Ancien diplomate, ancien senior vice-président d'une entreprise d'aéronautique et de défense, ancien président du CCEF et ancien vice-président de l'association des grandes entreprises françaises.

24– Natacha Duroisin, Tournai

Docteure en sciences psychologiques et de l'éducation et Professeure d'université. Elle forme des futurs enseignants et des futurs psychologues et dirige des recherches en éducation. Investie en politique depuis plusieurs années, elle **est échevine Les Engagés de l'Enseignement, de la Formation et de la Petite Enfance à Tournai.**



25–Yves de Jonghe d'Ardoye, Ixelles

Député et bourgmestre honoraire d'Ixelles.

